

Régions : « Une économie robuste repose moins sur quelques usines emblématiques que sur la densité et la diversité de son tissu productif »

A l'approche de 2027, la souveraineté économique s'impose comme l'un des mots en vogue de la future campagne présidentielle. Encore faut-il savoir ce dont on parle. Tout produire en France ? Irréaliste, coûteux et souvent absurde. Ne plus dépendre de personne ? Impossible dans une économie ouverte. Le vrai sujet est plus concret : quelles dépendances voulons-nous choisir, et lesquelles cesser de subir ?

Pour y répondre, il faut regarder ce que nos territoires produisent, mais aussi ce qu'ils achètent ailleurs faute d'offre locale. Ces « fuites économiques » désignent une demande exprimée sur un territoire, mais satisfaite hors de celui-ci : importations étrangères, mais aussi achats dans une autre région française. Ce n'est donc pas un « déficit » national qu'il suffirait de rapatrier, mais un indicateur concret de dépendance productive, ainsi qu'un réservoir de marchés – et d'emplois – potentiels.

Nos travaux *[au cabinet de conseil Utopies]* sur les 13 régions de la France métropolitaine montrent combien cette lecture change le diagnostic. Tous secteurs confondus, leur taux d'autonomie économique moyen atteint 57 %, mais tombe à 27,7 % pour l'industrie manufacturière : près des trois quarts de la demande régionale en produits manufacturés sont satisfaits par une production extérieure à la région. Pour plusieurs équipements nécessaires à la production elle-même, la dépendance est extrême : en électronique, aucune région ne couvre 10 % de sa demande ; pour les équipements électriques et les machines professionnelles, les meilleurs taux plafonnent à 18,1 % et 21,9 %.

Lire aussi | [Arnaud Florentin et Elisabeth Laville : « En France, on a souvent implanté artificiellement des entreprises »](#)

Mais la souveraineté ne se réduit pas à l'industrie, et les plus gros volumes de fuites concernent aussi les services spécialisés, le commerce, les services support aux entreprises ou la logistique. Une économie robuste repose donc moins sur quelques usines emblématiques que sur la densité et la diversité de son tissu productif : fournisseurs, réparateurs, logisticiens, ingénierie, services numériques, compétences techniques, petites entreprises capables de répondre à la demande locale. A l'inverse, une économie peu diversifiée ressemble à un seau percé : elle attire de la richesse, mais la perd aussitôt faute d'acteurs locaux capables de la faire circuler.

C'est ce que mesure l'effet multiplicateur local : un euro dépensé auprès d'un acteur du territoire génère à son tour achats, salaires, consommation, recettes fiscales puis de nouveaux achats, jusqu'à ce que l'effet ricochet s'estompe. Plus le tissu économique est dense et diversifié, plus cet euro circule longtemps avant de sortir (comme avec les monnaies locales).

D'où, selon nous, un sujet de campagne pour 2027, autour d'une idée volontairement modeste : que se passerait-il si chaque région captait à nouveau seulement 1 % de ses fuites économiques évitables ? Sur les 13 régions, elles représentent en moyenne 118 milliards d'euros par région. En recapter 1 % correspondrait à 1,18 milliard d'euros de production directement réalisée dans la région, générant à son tour environ 1,15 milliard d'euros d'effets indirects et induits. Au total, la récupération de 1 % de fuites représenterait donc en moyenne 2,33 milliards d'euros d'activité régionale.

Politique de résilience

On aurait tort de multiplier ce chiffre par treize pour promettre artificiellement des dizaines de milliards d'euros de produit intérieur brut national – car une fuite d'Occitanie peut être une activité d'Auvergne-Rhône-Alpes, et réciproquement. Mais le signal politique est puissant : un déplacement marginal de la demande peut produire des effets économiques qui ne le sont pas.

Plutôt que d'annoncer seulement de nouveaux plans industriels à plusieurs dizaines de milliards d'euros, pourquoi ne pas demander à chaque région de cartographier ses principales dépendances, marchés locaux non couverts et compétences manquantes, puis de viser une recapture progressive de 1 % ? Il s'agirait d'identifier et de valoriser les compétences ou les ressources cachées, de rendre visible l'offre locale, de créer des clubs de coopération, d'aider les entreprises à bifurquer vers les marchés locaux, de soutenir les structures de l'économie sociale et solidaire, qui répondent à des besoins locaux et réinvestissent largement la valeur créée sur le territoire, de structurer des filières agroalimentaires et bois matériaux, mais aussi de développer la circularité et la transformation locale des énergies et bioressources.

La commande publique et les grands donneurs d'ordre pourraient aussi être mobilisés, l'accès des PME aux marchés être facilité, de nouveaux fournisseurs soutenus, l'innovation territoriale financée et les entreprises « *pollinisatrices* » renforcées : plateformes d'achats, ateliers partagés, finance locale, réseaux logistiques, réparation ou reconditionnement.

Lire aussi : [Réchauffement climatique : faire évoluer nos territoires et nos visions du monde](#)

Ce programme n'a rien d'autarcique : il ne s'agit ni de tout fabriquer ici, ni de renoncer au commerce, à la spécialisation ou aux exportations, mais de distinguer les interdépendances choisies de celles qui nous rendent vulnérables, et de reconstruire certaines capacités là où elles manquent.

Il permettrait aussi de rapprocher deux débats que la campagne risque d'opposer : souveraineté et transition écologique. Rénover des bâtiments, réparer des équipements, économiser l'eau, développer le réemploi ou certaines mobilités du quotidien crée une valeur largement territorialisée ; relocaliser certaines productions peut aussi réduire une partie de nos émissions importées. L'économie locale n'est pas une nostalgie du « petit » ou du « proche » : c'est une politique de résilience.

A l'approche de 2027, la souveraineté gagnerait sans doute à quitter le

registre des grands mots pour entrer dans celui des objectifs concrets, mesurables et territorialisés. Commencer par 1 % serait modeste. Mais cela pourrait suffire pour passer de la souveraineté proclamée à la souveraineté réelle.

[Réutiliser ce contenu](#)